

CASSATION &amp; CEDH · 10/01/2001

## Cassation — requête McDonald's

| TYPE              | JURIDICTION          | DATE       | PARTIES              |
|-------------------|----------------------|------------|----------------------|
| Pourvoi / recours | La Cour de cassation | 10/01/2001 | De McDonald's France |

### FICHE DE SYNTHÈSE

#### Requête en retrait du rôle — McDonald's France · Cour de cassation

Aperçu : requête présentée pour la SA McDonald's France, par la SCP Delaporte-Briard, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, contre Bernard Collorafi et les sociétés SEBOL, B & O et LES PINS, sur le fondement de l'article 1009-1 du nouveau Code de procédure civile.

#### L'essentiel

La requête se rattache au pourvoi n° X/00-14.487 formé par M. Collorafi et ses trois sociétés contre l'arrêt qui les a condamnés à verser à McDonald's France diverses sommes, assorties d'intérêts au taux légal, au titre de redevances impayées. Ce même arrêt a également condamné McDonald's à verser aux demandeurs des sommes au titre du préjudice né de la résiliation des contrats. La requête souligne que le montant global des condamnations prononcées contre McDonald's est très inférieur à celui prononcé contre les demandeurs, qui restent donc débiteurs. Faute pour ceux-ci d'avoir payé les sommes revenant à McDonald's en vertu de l'arrêt frappé de pourvoi, la société sollicite le retrait du rôle du recours.

#### Portée

Cette pièce vise à faire suspendre l'examen du pourvoi tant que les demandeurs n'exécutent pas la décision d'appel, mécanisme de pression procédurale prévu par l'article 1009-1.

*Fiche établie automatiquement à partir de la transcription du document.*

Source : [bernardcollorafi.org/pièces/cour\\_de\\_cassation\\_requete\\_mcdonald\\_s\\_10\\_01\\_2001/](http://bernardcollorafi.org/pièces/cour_de_cassation_requete_mcdonald_s_10_01_2001/) — Dossier documentaire du procès Bernard Collorafi c/ McDonald's France (Antibes, 1987–2002). Le scan original fait foi.